

## Rapport d'Orientations Budgétaires 2019

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique transmise en Préfecture.

L'article 107 de la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRE) a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Elle a modifié l'article L 2312-1 du CGCT en complétant les éléments de forme et de contenu du débat d'orientations budgétaires. Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 a précisé le contenu et les modalités de publication et de transmission du rapport.

S'agissant plus particulièrement de Veuzain-sur-Loire, la présentation du ROB est l'occasion pour la majorité municipale d'affirmer avec force la poursuite de ses engagements de campagne et de présenter les moyens de financer les projets et politiques publiques mis en place. Pour 2019, l'accent sera mis sur la fin de mandat, c'est-à-dire les années 2019 et 2020, afin d'avoir une vision de ces politiques sur les deux années à venir.

### 1. Les éléments contextuels

#### **a) 2019, une année d'incertitudes pour la croissance mondiale**

Le contexte économique mondial est marqué par une série de facteurs qui rendent les prévisions très incertaines.

- Le BREXIT n'est pas encore dénoué et nul ne peut dire quel sera son impact sur la Grande-Bretagne et sur ses échanges commerciaux et financiers avec l'Union Européenne.
- La stratégie du Président des Etats-Unis vise à remettre en cause tous les traités commerciaux en cours, y compris ceux passés avec ses alliés, dans le sens d'un renforcement du protectionnisme. Le risque est évidemment de provoquer un resserrement des échanges internationaux qui aura un impact à la baisse sur la croissance mondiale.
- La Chine, qui connaît une baisse régulière de sa croissance interne depuis plusieurs années (+ 6,9% en 2017, + 6,6% en 2018, + 6,5% prévus en 2019), a la tentation d'être plus agressive dans ses échanges extérieurs : la mise en place des nouvelles « routes de la soie » montre bien ses intentions en ce sens.
- Il s'ensuit que le FMI, même s'il maintient sa prévision de croissance en 2019 à + 3,9% (comme en 2018), prévoit une baisse du PIB dans quelques pays, dont certains de l'Union Européenne (Allemagne, France, Grande-Bretagne et Italie) ainsi qu'au Japon.

#### **b) La croissance française à la traîne**

Alors que la croissance française avait été boostée par un 4<sup>e</sup> trimestre 2017 exceptionnel, portant le croissance du pays à + 2,3 %, le ralentissement est intervenu dès les premiers mois de 2018 et notre taux de croissance 2018 a été revu à la baisse et ne devrait pas dépasser 1,5 %.

On sait que les mouvements sociaux qui ont marqué les mois de novembre et décembre 2018 ont coûté 0,2 point de croissance.

Les autres indicateurs ne sont guère plus favorables, en dépit des premières réformes lancées en 2017 et 2018 (et qui vont dans le bon sens) :

- Le taux de chômage reste très élevé (8,9%), particulièrement chez les moins de 25 ans (20%).
- La balance des paiements reste lourdement déficitaire alors que nous sommes le premier pays touristique du monde et que nos industries aéronautique et automobile sont fortement exportatrices.
- Notre déficit budgétaire va repasser en 2019 au-dessus des 3% du PIB

- Nous restons l'un des pays les plus fiscalisés du monde avec un prélèvement de 46% de la richesse nationale au bénéfice de l'Etat.
- Notre endettement va probablement passer en 2019 à 100% du PIB : L'Etat français dépensant 56% de la richesse nationale et en collectant 46% doit donc emprunter chaque année 10% du PIB, soit 220 milliards d'euros.

## **2. Le Projet de loi de finances 2019**

Le Projet de Loi de Finances 2019 a été adopté en septembre 2018, avant l'annonce des mesures visant à calmer le mouvement dit des Gilets Jaunes. C'est dire qu'il devra faire l'objet d'un projet rectificatif car un certain nombre de recettes inscrites ont été abandonnées.

Ce projet prévoyait que le rythme de croissance des dépenses de l'Etat serait sensiblement inférieur à celui des années précédentes. Mais on ne parle toujours pas de réduction des dépenses de l'Etat.

Pour ce qui concerne les collectivités territoriales, on annonce pour 2019 un gel de la réduction des dotations de l'Etat, en particulier de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). Les dotations aux collectivités devraient passer de 47,0 milliards à 47,1 milliards d'euros, marquant ainsi le gel annoncé.

Par contre, on ne sait toujours pas comment sera compensée la suppression de la Taxe d'Habitation en faveur de 80% des foyers français et qui s'élèvera en 2019 à 65% de leur impôt 2017.

Le PLF 2019 table sur une croissance de 1,7% en 2019. Ce taux paraît réaliste, sauf évènements exceptionnels non prévisibles à ce jour et à la condition que les mouvements sociaux actuels trouvent une issue rapide.

## **3. Le contexte financier local**

Il est important de rappeler que les équilibres financiers de la Ville ont été fortement impactés depuis 2014 par les pertes de recettes successives liées à la baisse des dotations de l'Etat sur la période 2014-2016, les diminutions en cascade des concours financiers des autres niveaux institutionnels, les impacts budgétaires des différents transferts de charges, mais également les mesures législatives régulièrement imposées par l'Etat.

La création de la commune nouvelle en 2017 a permis de stabiliser notre DGF pour les 3 ans à venir (2017-2018-2019), voire une légère augmentation de 5%.

Depuis 2014, un effort particulier a été demandé aux services municipaux afin de ne pas augmenter les dépenses de fonctionnement, autres que celles imposées dans le cadre législatif.

## **4. Le résultat de l'exercice 2018**

Il s'agit encore d'une estimation, même si les résultats présentés ci-dessous sont presque définitifs.

- Le budget de fonctionnement 2018 avait été construit avec une hausse de 6,3 % par rapport au réalisé 2017, ce qui représentait une augmentation significative après trois années de rigueur.
- Le réalisé de nos charges 2018 s'établit finalement à 3.292 K€ pour un budget de 3.530 K€, ce qui représente une légère baisse (-0,8%) par rapport au réalisé 2017 (3.319 K€). Compte tenu du niveau de l'inflation, on peut dire que nos charges ont diminué en valeur relative de près de 3% et ont donc été très bien maîtrisées en 2018.
- La masse salariale, en particulier, ressort en baisse en dépit de la mise en place du RIFSEEP.
- Par contre, nos ressources sont en baisse de 3,0% par rapport à 2017, avec en particulier une légère baisse des prestations de remboursement des agents absents.

- Le budget d'investissements 2018, après une année record en 2017 (1.528 K€) lié à la rénovation de la place a été établi en baisse de 6% seulement avec un niveau encore très important de 1.453 K€, marquant ainsi la volonté de l'équipe municipale de poursuivre l'effort de rénovation de notre bourg. Au final, en tenant compte des RAR (Reste A Réaliser), nous aurons encore investi 1.389 K€ en 2018.

**RESULTAT  
FONCTIONNEMENT 2019 VEUZAIN**

	2018 B	2018 R
<b>DEPENSES</b>		
Charges générales	840	780
Charges de personnel	1 892	1 778
Autres charges gestion	249	223
Charges financières	87	79
Amortissements	418	415
Divers	44	17
Dépenses imprévues	226	0
Virement INVEST.	150	0
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>3 906</b>	<b>3 292</b>
<b>RECETTES</b>		
Impôts et Taxes	1 760	1 774
Dotations, subv.,...	1 121	1 166
Produits des services	224	219
Autres produits gest.	83	93
Produits exceptionn.	25	29
Divers	109	121
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>3 322</b>	<b>3 402</b>
<b>RESULTAT EXERCICE N</b>	<b>-584</b>	<b>110</b>
Report Résultat N-1	584	584
<b>RESULTAT EXERCICE</b>	<b>0</b>	<b>694</b>

- Cette année, comme en 2017, nous dégagons un excédent supérieur à 100 K€ puisque nos recettes s'élevant à 3 402 K€ sont supérieures de 110 K€ à nos dépenses. En y ajoutant le montant de nos amortissements, notre Capacité d'Autofinancement ressort à 515 K€.

**RESULTAT INVESTISSEMENTS  
2018**

	2018 B	2018 R
<b>DEPENSES</b>		
Rembst emprunts	241	236
Investissements	1 453	1 280
Dépenses imprévues	30	0
Divers	40	110
RAR Dépenses		109
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 764</b>	<b>1 735</b>
<b>RECETTES</b>		
Excédent Fonct.	150	0
Subventions	397	243
FC TVA	166	320
Emprunts	100	2
Amortissements	418	415
Divers		66
RAR Recettes		115
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 231</b>	<b>1 161</b>
<b>RESULTAT EXERCICE N</b>	<b>-533</b>	<b>- 574</b>
Report Résultat N-1	533	533
<b>RESULTAT EXERCICE</b>	<b>0</b>	<b>- 41</b>

- **Investissements :**
  - o Dépenses : le budget de 1.764 K€, est réalisé à 98%
  - o Recettes : elles se sont révélées inférieures de 6% aux prévisions budgétaires car nous n'avons pas procédé à l'emprunt de 100 K€ inscrit au budget
  - o Le résultat du budget d'investissements ressort négatif de 41 K€
- **Résultat cumulé :**
  - o Le résultat cumulé de notre budget 2018 va donc ressortir à **653 K€**, correspondant à notre situation de trésorerie au 31/12/2017 (612 K€), la différence provenant des écritures passées dans notre journal supplémentaire de début janvier. Cette somme représente 2,4 mois de frais de fonctionnement. Nous sommes ainsi dans l'objectif que nous nous sommes fixés en 2018.
- **Etat des restes à réaliser (RAR) :**
  - **Dépenses** : il reste 109 K€ correspondant à des travaux engagés et non encore réglés.
  - **Recettes** : il reste 115 K€ de recettes à percevoir correspondant pour l'essentiel à des subventions à recevoir.

## 5. Orientations budgétaires 2019-2020

- **Fiscalité** : progression des bases de Taxes Foncières de 0,8% et **stabilité des taux d'imposition jusqu'à la fin du mandat**
- **Dotations** : stabilité de la DGF
- **Maintien d'une trésorerie jusqu'en 2020 égale à 2 mois de frais de fonctionnement, soit environ 550 K€**
- **Elaboration d'un budget de fonctionnement 2019 dont le total ne devra être que légèrement supérieur au Réalisé de 2018**
- **Stabilisation des charges de personnel** en 2019 suite au départ non remplacé d'un collaborateur et hausse de 2% en 2020
- **Poursuite de notre ambitieuse politique d'investissements** à hauteur de **600 K€** en 2019 et **450 K€** en 2020. Au total nous aurons réalisé **plus de 6 M€ d'investissements durant le mandat.**
- **Diminution du niveau de la dette de 300 K€ sur le mandat** : les 100 K€ d'emprunts supplémentaires prévus en 2018 n'ont pas été utilisés et il n'en est prévu aucun autre en 2019 et 2020. Ainsi **en 2020, notre encours de dette sera d'environ 2.430 K€** au 01/01/2020 (soit 660 €/hab. sur la base de 3.700 hab.) **contre 2.730 K€ au 01/01/2014** (soit 780 €/hab. sur la base de 3.500 hab.). Par contre, nous ne nous interdisons pas de souscrire de nouveaux emprunts, liés à des opportunités à saisir, qui génèreraient des produits correspondant à leur charge de remboursement (Ex. : aménagements de locaux mis en location).
- **Poursuite de l'analyse des actifs immobiliers de la Commune en vue de leur réorientation d'ici 2020** : analyse de leur pertinence et de l'opportunité de leur éventuelle cession.
- **Analyse des éléments de la dette en vue de son optimisation.**

## 6. Budget principal 2019 : le fonctionnement

**Remarque** : le budget 2019 présenté ci-dessous ne constitue encore qu'une proposition. En effet, les souhaits exprimés par les divers services communaux n'ont pas encore été synthétisés et les demandes d'investissements n'ont pas encore donné lieu à arbitrages.

Il s'agit donc d'un budget « **souhaitable** » au regard des éléments du budget 2018 et des informations connues impactant le budget 2019. En un mot, il s'agit bien d'une « orientation budgétaire » et non du projet définitif qui sera soumis au vote du Conseil Municipal.

### a) Projection financière sur les recettes de fonctionnement

Le contexte économique national invite les collectivités à rester très prudentes dans l'estimation de leurs recettes. Il est raisonnable d'envisager une stagnation des ressources communales, en prenant comme hypothèse :

- La stabilité des taux d'imposition des contributions directes au niveau communal.
- Une légère augmentation des produits fiscaux par l'effet des bases (constructions nouvelles, changement de destination...).
- Une stabilité des dotations.

#### 1) Les dotations

	2016	2017	2018	Prévision 2019
DGF	405 118 €	448 935	448 937	449 000
DNP	75 310 €	75 310	75 310	76 000
DSR	218 955 €	263 465	280 136	280 000

*Les chiffres de 2016 ne concernent que la commune d'Onzain*

## 2) Les recettes fiscales

La revalorisation des bases fiscales inscrite dans le Projet de Loi de Finances 2019 a été fixée à + 0,8 %.

	2016	2017	2018	Prévision 2019
Impôts et taxes (en k€)	1 595	1 746	1 774	1 790

Les chiffres de 2016 ne concernent que la commune d'Onzain

## 3) Les autres recettes

- Les produits de services : nous prévoyons une progression de 2% en 2018, correspondant à la hausse de nos tarifs.
- La taxe d'électricité : celle-ci ne devrait pas évoluer. Le taux étant déjà au plafond.

### b) Projection financière sur les dépenses de fonctionnement

Compte tenu des éléments définis ci-dessus, nous devons continuer à ne pas augmenter les dépenses de fonctionnement.

#### ▪ Les dépenses de personnel

La maîtrise de l'évolution des charges de personnel est le facteur clef de l'équilibre de la section de fonctionnement du budget. La masse salariale progresse mécaniquement chaque année.

Nous prévoyons une légère baisse en 2019 du fait du remplacement partiel d'un collaborateur parti en retraite fin décembre 2018 et en prenant en compte une augmentation de 2% du fait du GVT.

	2016	2017	2018	Prévision 2019
Charges de personnel et frais assimilés (en k€)	1 680	1 823	1 778	1 800

Les chiffres de 2016 ne concernent que la commune d'Onzain, ceux de 2017 à 2019 concernent l'ensemble Onzain + Veuves

#### ▪ Les autres dépenses

Les charges générales ont connu une hausse de 6,7% depuis deux ans (si l'on tient compte de l'ajout des charges générales de Veuves). Elles devront être contenues en 2019 à leur niveau de 2018, d'autant plus que nous devons y ajouter une charge exceptionnelle de 100 K€ correspondant à la réfection de la piste cyclable suite aux inondations de 2016.

Nous veillerons cependant à maintenir le même niveau de qualité concernant les services obligatoires et essentiels rendus à la population.

	2016	2017	2018	Prévision 2019
Charges générales (en k€)	665	731	780	880
Autres charges de gestion (en k€)	190	241	223	225
Total (en k€)	855	972	1 003	1 105

Les chiffres de 2016 ne concernent que la commune d'Onzain, ceux de 2017 à 2019 concernent l'ensemble Onzain + Veuves

#### ▪ Les dépenses financières

	2016	2017	2018	Prévision 2019
Charges financières (en k€)	64	105	79	75

Les chiffres de 2016 ne concernent que la commune d'Onzain, ceux de 2017 à 2019 concernent l'ensemble Onzain + Veuves

## 7. Budget principal 2019 : l'investissement

Le volume d'investissements du Budget Principal 2019 se situe à 874 K€, notamment lié à nos dépenses d'équipement qui s'élèveront à **690 K€**. Il sera encore de **450 K€** en 2020, ce qui portera le volume des investissements réalisés dans la Commune durant le mandat à **6.328 K€**.

Nous aurons également à rembourser 225 K€ en capital sur les crédits en cours et 220 K€ en 2020.

Les recettes s'élèveront pour leur part en 2019 à 1.005 K€ dont 170 K€ de subventions et 120 K€ de FCTVA.

Nous enregistrerons donc un excédent de notre budget d'investissements de 41 K€, mais, compte tenu du report du déficit 2018 (-41 K€), nous terminerons 2019 à l'équilibre.

## 8. Estimations 2018-2020 (Commune de VEUZAIN-SUR-LOIRE)

### FONCTIONNEMENT 2019

	2016 R	2017 R	2018 B	2018 R	2019 B	2020 P
<b>DEPENSES</b>						
Charges générales	698	731	840	780	880	800
Charges de personnel	1 736	1 824	1 892	1 778	1 800	1 835
Autres charges gestion	235	241	249	223	225	235
Charges financières	66	108	87	79	75	70
Amortissements	366	395	418	415	435	455
Divers	277	20	44	17	15	30
Provision indemn. Comm		0				
Dépenses imprévues	0	0	226			
Virement INVEST.		0	150		150	
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>3 378</b>	<b>3 319</b>	<b>3 906</b>	<b>3 292</b>	<b>3 580</b>	<b>3 425</b>
<b>RECETTES</b>						
Impôts et Taxes	1 686	1 771	1 760	1 774	1 790	1 800
Dotations, subv.,...	1 112	1 196	1 121	1 166	1 185	1 160
Produits des services	239	225	224	219	225	220
Autres produits gest.	66	80	83	93	85	90
Produits exceptionn.	273	68	25	29	30	30
Divers	170	168	109	121	125	125
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>3 546</b>	<b>3 508</b>	<b>3 322</b>	<b>3 402</b>	<b>3 440</b>	<b>3 425</b>
<b>RESULTAT EXERCICE N</b>	<b>168</b>	<b>189</b>	<b>-584</b>	<b>110</b>	<b>-140</b>	<b>0</b>
Report Résultat N-1	227	395	584	584	694	554
<b>RESULTAT EXERCICE</b>	<b>395</b>	<b>584</b>	<b>0</b>	<b>694</b>	<b>554</b>	<b>554</b>

## INVESTISSEMENTS 2019

	2016 R	2017 R	2018 B	2018 R	2019 B	2020 P
<b>DEPENSES</b>						
Rembst emprunts	229	222	241	236	225	220
Investissements	868	1 528	1 453	1 280	690	450
Dépenses imprévues			30		19	
Divers	38	41	40	110	30	15
RAR				109		
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 135</b>	<b>1 791</b>	<b>1 764</b>	<b>1 735</b>	<b>964</b>	<b>685</b>
<b>RECETTES</b>						
Excédent Fonct.	473		150		150	
Subventions	112	310	397	243	170	100
FC TVA	106	193	166	320	120	90
Emprunts	19	613	100	2	0	0
Amortissements	366	395	418	415	435	455
Divers	216	45		2		
Cessions d'actifs	52			64	130	40
RAR + Prop. Nouv.				115		
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 344</b>	<b>1 556</b>	<b>1 231</b>	<b>1 161</b>	<b>1 005</b>	<b>685</b>
<b>RESULTAT EXERCICE N</b>	<b>209</b>	<b>-235</b>	<b>-533</b>	<b>-574</b>	<b>41</b>	<b>0</b>
Report Résultat N-1	559	768	533	533	-41	0
<b>RESULTAT EXERCICE</b>	<b>768</b>	<b>533</b>	<b>0</b>	<b>-41</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 9. Endettement

Le montant de l'endettement doit être mis en rapport avec la capacité de la collectivité à y faire face. Malgré l'emprunt important fait en 2017, il était projeté dans les ROB des années précédentes et, conformément à nos engagements, un endettement identique en fin de mandat à celui du début. En fait nous parviendrons à aller plus loin et à réduire le niveau d'endettement de la commune

Compte tenu des orientations définies ci-dessus, l'endettement global de la commune aura diminué en au 01/01/2020 de 300K€ par rapport au 01/01/2014 et représentera un encours de 660 €/habitant contre 780 en 2014.

### MONTANT DE LA DETTE (au 31 décembre)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Encours</b>	2 730	2 472	2 356	2 498	2 270	2 646	2 428
2014		112					
2015			369				
2016							
2017					607		
2018						2	
2019							
2020							
<b>TOTAL</b>	<b>2 730</b>	<b>2 584</b>	<b>2 725</b>	<b>2 498</b>	<b>2 877</b>	<b>2 648</b>	<b>2 428</b>

